



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

08-03-2015

Piketty

Nous reproduisons ici le texte d'une conférence prononcée par Michel Gruselle dans le cadre du Cercle Universitaire d'Etudes Marxistes. Cette conférence est la lecture critique du livre de T. Piketty : « Le capitalisme au XXI^e siècle.

o o o

Plan

Introduction

Présentation générale de l'ouvrage

Revenu et capital

La dynamique du rapport capital/revenu

La structure des inégalités

Réguler le capital au XXI^e siècle

Pourquoi le livre de Piketty, quels intérêts sert-il ?

Plus fondamentalement, y-a-t-il une voie réformiste possible ?

Conclusion

INTRODUCTION

Le titre du livre de Thomas Piketty : « *Le capital au XXI^e siècle* » sonne comme une réplique du « *Capital* » de K. Marx. Ce livre a retenu l'attention du CUEM dans la mesure où il connaît des records de vente, plusieurs millions d'exemplaires, et parce que son auteur a été largement sollicité pour commenter ses travaux. Aux USA, ce livre a suscité un vif débat y compris dans les milieux progressistes. Le **New-York Time** a salué Piketty comme : « *l'économiste Rock-star* » et le **Financial Times** a baptisé le livre de : « *extraordinairement important* », tandis que les prix Nobel d'économie **J. Stiglitz et P. Krugman** ont estimé qu'il s'agissait de l'ouvrage le plus significatif de l'année « *apte à transformer notre discours économique* ». En France l'auteur a été abondamment questionné par les médias pour commenter les événements économiques et plus récemment la situation en Grèce. De ce point de vue je recommande l'écoute de l'interview de Piketty par

Iglesias le leader de Podemos, interview disponible sur internet et qui en dit aussi long sur les positions de Piketty que sur celles de Podemos.

De là à dire que Piketty a renouvelé la science économique et qu'il est le Marx du XXI^e siècle, il n'y a qu'un pas que d'aucun n'ont pas hésité à franchir. Par exemple le journal **The Economist** le place au dessus de Marx : « *Plus grand que Marx* » écrit-il.

La proximité du titre du livre avec celui de l'œuvre majeure de Marx a probablement joué un rôle dans les commentaires plus qu'élogieux que je viens de citer et dans une multitude d'autres encore. Le titre est évidemment quelque chose d'important dans un ouvrage et il doit retenir notre attention. Pour le lecteur, dans le contexte de la crise systémique du capitalisme, l'attente est évidemment forte de comprendre ce qu'est le capitalisme aujourd'hui, quelles en sont les évolutions depuis que ce mode de production a commencé à se développer et évidemment quelles issues sont possibles pour sortir d'une crise qui secoue l'ensemble du monde.

C'est dire que la notoriété ainsi acquise, le succès populaire de l'édition, nous ont amené à nous interroger sur le contenu de cet ouvrage, les thèses qu'il défend et les propositions qu'il fait en matière économique.

Raison de plus pour aller au fond des choses et faire une lecture critique de cet ouvrage.

PRESENTATION GENERALE DE L'OUVRAGE

Je vais commencer par une présentation rapide du livre sans m'attarder sur les détails et en essayant de montrer sa logique interne.

Le livre qui comporte 950 pages se divise en quatre parties :

Revenu et Capital

La dynamique du rapport capital/revenu

La structure des inégalités

Réguler le capital au XXI^e siècle

Si les trois premières parties ne semblent pas laisser apparaître un trop fort penchant politique, ce n'est qu'une apparence, la dernière elle est clairement orientée vers ce que Piketty nomme la « *reprise de contrôle du capitalisme* ». Dans la quatrième partie, réguler le capital au XXI^e siècle, **Page 751** il délivre le message central de sa pensée: « ***Peut-on imaginer pour le XXI^e siècle un dépassement du capitalisme qui soit à la fois plus pacifique et plus durable, ou bien doit-on simplement attendre les prochaines crises ou les prochaines guerres, véritablement mondiales cette fois ?*** ». Tout est dit ou presque, qui choisirait l'apocalypse guerrière ! L'auteur choisit donc clairement ce qu'il appelle le dépassement du capitalisme.

Le choix des termes ne laissant rien au hasard il convient de les examiner. Tout d'abord le concept de « *dépassement du capitalisme* » qui n'est pas une idée nouvelle a été largement utilisée en son temps par R. Hue pour justifier l'abandon par le PCF d'une orientation révolutionnaire. Le contenu en est clair, les forces de la science et de la technique amènent « *naturellement* » à une transformation du capitalisme qui ne serait plus tout à fait le capitalisme tout en conservant ses caractéristiques centrales en particulier celles du marché. Mais derrière cette profession de foi réformatrice pointe la crainte que les forces sociales règlent le problème autrement, c'est à dire par un changement profond des rapports sociaux.

Décidément, un spectre hante toujours l'Europe comme le disait K.Marx, celui du communisme. L'on sent ici une certaine fébrilité en ce que le réformisme ne puisse trouver les moyens politiques permettant de maintenir le système capitaliste.

INTRODUCTION

Dans son introduction, Piketty livre une grande partie des orientations qui vont structurer son discours. D'emblée, il note que : « ***La répartition des richesses est l'une des questions les plus vives et les plus débattues aujourd'hui*** ». Notons bien qu'il s'agit de la répartition des richesses et non du système d'extorsion capitaliste de la plus-value.

Rappelons que la richesse n'est pas la valeur. Le système capitaliste crée de la valeur à partir de la richesse que constituent le travail et les ressources naturelles.

Ce concept de « *répartition des richesses* » ne vient pas là par hasard. Il est la « *tasse de thé* » quotidienne de tous ceux qui placent délibérément le capitalisme comme un univers indépassable dont l'aménagement, par précisément cette autre répartition des richesses, suffirait à assurer la pérennité. D'ailleurs toutes les forces qui entendent maintenir la domination du capital ou jugent qu'il n'y a pas d'autre solution que son aménagement s'évertuent à focaliser leur discours sur cette fameuse répartition des richesses. L'église même, dans sa doctrine sociale, en fait la pierre angulaire de sa démarche réformatrice sans évidemment mettre en cause le moins du monde l'exploitation du travail salarié par les détenteurs du capital. Rappelons nous aussi Sarkozy voulant un nouveau partage de la valeur ajoutée entre le capital et le travail, souhait tombé rapidement dans les oubliettes.

Dans ces conditions Piketty se doit de reléguer Marx à la situation de visionnaire dont les prédictions ne se sont pas réalisées. Partant de l'idée que le capitalisme génère les inégalités, il nuance immédiatement cette évidence incontournable, par des contre tendances qui selon lui seraient à l'œuvre pour permettre au capitalisme de se développer, **page 16** il écrit : « *La croissance moderne et la diffusion des connaissances ont permis d'éviter l'apocalypse marxiste, mais n'ont pas modifié les structures profondes du capitalisme et des inégalités.....Des moyens existent cependant pour que la démocratie et l'intérêt général parviennent à reprendre le contrôle du capitalisme et des intérêts privés, tout en repoussant les replis protectionnistes et nationalistes* ». De quels moyens s'agit-il ? Nous les présenterons dans sa 4ème partie et nous en montrerons les limites.

Dans cette brève citation nous pouvons noter une grande approximation scientifique : celle dite de **l'intérêt général** utilisée à contrario de la lutte des classes, puisqu'il y aurait au dessus de leur antagonisme une finalité qui pourrait les réunir. Ayant siégé quelques années au CESER Ile-de-France, je peux témoigner que ce concept « *d'intérêt général* » n'est que le cache sexe des intérêts du patronat et de ceux qui le servent. L'intérêt général n'est jamais que celui de la classe dominante et de ses intérêts propres. Il sert à entraîner les classes dominées dans ce qu'il faut nommer par son nom la collaboration de classe.

Certes la classe dominante doit tenir compte des rapports de force et elle est parfois contrainte à faire des concessions comme en 1936, 1945 et 68, face à des luttes populaires puissantes, mais sans jamais se mettre fondamentalement en danger. En fait comment reprendre la main sur le capital s'il peut continuer par sa mobilité à échapper aux contraintes que Piketty voudrait lui imposer.

Ce que Piketty appelle la « vision apocalyptique de Marx » c'est la loi fondamentale que ce dernier a mis en évidence : « la baisse tendancielle du taux de profit ». Selon Piketty cette baisse tuerait l'accumulation et mènerait à la révolte des travailleurs. Mais ouf, ce noir destin prévu par Marx ne s'est pas réalisé ! Comme il faut une explication à cette non réalisation de l'apocalypse, Piketty attribue à Marx un manque profond de lucidité sur la réalité du mouvement d'accumulation du capital **page 28: « Marx à totalement négligé la possibilité d'un progrès technique et d'une croissance continue de la productivité, force qui permet d'équilibrer le processus d'accumulation et de concentration croissante du capital privé ».**

Il est assez cocasse de lire cette phrase quant au contraire, Marx a consacré beaucoup d'énergie à montrer le rôle du développement scientifique et technique dans la production et dans le processus d'accumulation du capital. Au contraire de ce qu'affirme Piketty, la Technologie et la science ont joué un rôle important dans la pensée de Marx. Il a beaucoup écrit à propos des grandes découvertes scientifiques de son époque. Les mathématiques, la thermodynamique, les découvertes de Darwin inspirent souvent ses propos. Un seul exemple, dans ses articles consacrés à l'Asie et publiés en 1853, Marx analyse le rôle de la science et de la technique anglaise dans les processus de destruction de la société indienne traditionnelle et aussi dans le développement du capitalisme textile en Angleterre .

Pour terminer avec l'introduction notons que Piketty envoie des clins d'œil ici où là pour montrer qu'en dépit de la réputation d'homme de « gauche » qu'il entend se donner, il n'est pas hors de la confrérie des économistes orthodoxes, classiques et néo-classiques, et pour tout dire bourgeois. Il nous dit : « *L'inégalité n'est pas nécessairement mauvaise en soi : la question centrale est de savoir si elle est justifiée ou non, si elle a des raisons* » et enfin : « *L'histoire des inégalités dépend des représentations des acteurs* ».

Venons en maintenant au développement dans les quatre parties du livre.

REVENU ET CAPITAL (première partie)

Dans cette première partie, Piketty pose les jalons de sa démonstration. Dans un premier temps il précise quelques définitions et ces précisions sont intéressantes à souligner car elles donnent un sens à la démarche politique de l'auteur. Tout d'abord il souligne à nouveau le caractère conflictuel du partage de la production entre salaires et profits puis entre revenu du travail et revenu du capital. Il note que le capitalisme a exacerbé ce conflit mais il ne donne aucune explication à cette aggravation et ne s'interroge pas sur le pourquoi de la pérennité de ce conflit.

Dans les lignes qui suivent après ces constats assez banaux, se produit **un glissement significatif puisque de l'analyse capital/travail, il glisse vers celle de capital/revenu** ce qui est totalement différent en cela que capital/travail renvoie au cœur même du système d'exploitation capitaliste tandis que capital/revenu renvoie à des considérations de type statistiques et met sur le même plan les revenus tirés du travail et ceux tirés de la spéculation. Il ne prend donc pas en compte le processus d'extraction de la plus-value basée sur le travail salarié.

Rappelons que pour Marx :

Le capital est avant tout un type de rapports sociaux, dans la mesure où les capitalistes ne peuvent posséder et accumuler du capital que grâce au rapport social qu'ils entretiennent avec les travailleurs. Marx part de l'analyse de l'école

classique pour qui le capital est constitué par tous les moyens de production avancés par les capitalistes durant le cycle de production, c'est à dire, les biens que le capitaliste acquiert afin de produire (machines, matières premières, bâtiments.....) ce que Marx appelle le « *capital constant* », ainsi que la **force de travail** salariée que Marx nomme le « *capital variable* ». Rappelons que **la force de travail est : la marchandise que doivent vendre, pour vivre, les travailleurs salariés à leurs employeurs capitalistes. Ils vendent non pas leur travail, mais leur capacité à travailler : leur force de travail**. Marx décrit un processus de production organisé de façon à ce que les capitalistes investissent de l'argent (A) afin d'acquérir des moyens de production (M) et une force de travail (T) pour produire des marchandises (M') qu'ils vont vendre pour une somme d'argent (A'), avec A' supérieur à A. La différence positive recherchée entre A et A' constituant la plus-value.

Pour Marx, A' est supérieur à A car les capitalistes exploitent les travailleurs en ne leur payant pas la totalité de la valeur qu'ils produisent par leur travail. Le capitaliste achète de la force de travail dont la valeur d'usage crée de la valeur d'échange. Il la paie au prix de la reproduction de cette force, prix inférieur à la valeur d'échange créée.

Cette partie non versée est accaparée par le capitaliste en sa qualité de propriétaire des moyens de production. C'est donc, pour Marx, grâce à ce « *sur-travail* » que les capitalistes obtiennent un profit, qui leur permet d'accumuler du capital. Autrement dit, les moyens de production matériels ne produisent pas par nature de la valeur, ils n'en produisent que lorsqu'ils sont mis en œuvre par des travailleurs salariés et qu'ils permettent de dégager de la plus-value, et donc du profit. Par conséquent, pour Marx, au lieu d'être une chose, le capital est un rapport social entre les personnes. Ce rapport social correspond à ce que Marx appelle « *rapport de classe* ».

Pour Piketty l'achat et la vente de la force de travail n'existent pas. De plus, il assimile totalement le capital au patrimoine, il les nomme **page 84 : « synonymes parfaits »** et les utilise de manière interchangeables. Pour lui, le capital ou patrimoine représente l'ensemble des actifs non-humains qui peuvent être possédés ou échangés sur un marché. Il divise ensuite ce capital global en capital public et privé. Cette confusion entre capital et patrimoine n'est pas innocente. Nous constatons en lisant l'ouvrage que l'auteur joue astucieusement de cette confusion patrimoine/capital en utilisant l'un ou l'autre des deux termes (qu'il juge pourtant interchangeables) pour donner un sens particulier à sa démonstration.

Je vais y venir mais dans l'immédiat je voudrais rappeler comment la langue française traite de cette question.

Selon le Trésor de la Langue Française (TLF) la définition du patrimoine est la suivante :

« Ensemble des biens hérités des ascendants ou réunis et conservés pour être transmis aux descendants.

Ensemble des biens et des obligations d'une personne (physique ou morale) ou d'un groupe de personnes, appréciable en argent et dans lequel entre les actifs (valeurs, créances) de celle-ci».

Selon le TLF la définition du capital est la suivante :

1. *« Bien monétaires possédés ou prêtés, par opposition aux intérêts qu'ils peuvent produire.*

2. *Ensemble des moyens de production (bien financiers et matériels) possédés et investis par un individu ou un groupe d'individus dans le circuit économique. Par extension ensemble des moyens de production y compris le travail humain ».*

Nous voyons ainsi que le TLF lui même fait une différence entre patrimoine (ce que l'on possède) et capital (ce que l'on investit). Pas innocente en effet cette assimilation capital/patrimoine, puisque dans ces conditions l'ouvrier ou l'employé qui possède sa maison est au même titre que le capitaliste un détenteur du capital et sera globalement pris en compte dans la partie capital ou patrimoine des statistiques. Par ce tour de passe passe Piketty efface encore une fois la réalité de classe entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail. Pour citer Marx et Engels dans le manifeste du Parti Communiste : *« Etre capitaliste, c'est occuper non seulement une position purement personnelle, mais encore une position sociale dans la production. Le capital est un produit collectif : il ne peut être mise en mouvement que par l'activité en commun de beaucoup d'individus, et même en dernière analyse que par l'activité en commun de tous les individus, de toute la société. Le capital n'est donc pas une puissance personnelle ; c'est une puissance sociale ».*

Revenant au rapport capital/revenu **Piketty énonce ce qu'il appelle la première loi fondamentale du capitalisme (selon sa définition évidemment).**

Alpha = r x beta

r = taux de rendement moyen du capital

beta = rapport capital/revenu.

Alpha = part du capital dans le revenu national,

en fait cette égalité est une identité, toujours vraie par construction

Notons qu'ici Piketty utilise le terme capital et non patrimoine.

Même si de mon point de vue de scientifique cette formule ne constitue pas une loi elle va servir à l'auteur pour décrire l'évolution du capital à travers les âges et l'espace. Il note quand même que c'est une tautologie mais cela ne l'empêche pas d'en faire un grand usage qui n'est en fait que le rapport que ces valeurs entretiennent entre elles sans dégager des lignes de forces qui découleraient de cette « loi ». Au passage, il note que **r (taux de rendement moyen du capital)** est la base de l'analyse marxiste, avec la baisse tendancielle du taux de profit dont il ajoute que c'est une prédiction historique erronée. **En fait ces deux affirmations sont fausses.** Le **r** pikettien n'est pas le taux de profit, il englobe tous les revenus du patrimoine quelles que soit leur forme juridique, y compris donc celui des livrets de caisse d'épargne! D'autre part Marx indique que la baisse tendancielle du taux de profit est précisément tendancielle ce qui est loin de la vision qu'en donne Piketty qui laisse à croire que pour Marx cette baisse n'aurait ni contre tendances ni « accidents » et selon une courbe régulière conduirait à la mort « *thermique* » du capitalisme. Je vous renvoie au livre III du Capital où Marx développe longuement, entre autres, ces contre-tendances et accidents.

Le fait que Piketty prenne en compte le taux de rendement du capital est directement lié à sa définition du capital. Il mélange ainsi le taux de profit et les plus-values boursières ou immobilières, il mélange donc le capital qui se valorise dans la production et l'argent investi dans les opérations purement spéculatives.

Mais, au fond, tout cela ne refléterait-il pas la croissance des capitaux cherchant à se valoriser en dehors de la production par la spéculation ?

Notons que ces énormes capitaux qui s'investissent dans la spéculation n'apportent pas *un iota ni* de biens marchands ni de services utiles à la population. Ils pèsent sur le prix d'achat des matières premières, des immeubles..., ils alimentent les bulles financières et la crise.

Pour en terminer avec cette partie, je voudrais souligner la légèreté Pikettiéne quant à l'analyse de la répartition mondiale du revenu et des facteurs de convergence qui peuvent les rapprocher. Ainsi, écrit-il en parlant de la domination économique des pays pauvres par les plus riches : « *En principe, ce mécanisme par lequel les pays riches possèdent une partie des pays pauvres peut avoir des effets vertueux en terme de convergence* ». Les pays qui ont subi la domination coloniale et subissent la domination néo-coloniale apprécieront. Cela est à l'opposé de la réalité sociale et économique de nombreux pays pauvres dont la libération de la domination impérialiste est plus que douloureuse et meurtrière.

Il est vrai que pour Piketty **page 144**: « *L'histoire du développement économique est **d'abord** celle de la diversification des modes de vie et des types de biens et services produits et consommés* ». Sans rire !

LA DYNAMIQUE DU RAPPORT CAPITAL/REVENU (deuxième partie)

Dans cette partie, l'auteur s'attache à décrire ce qu'il appelle : « *les métamorphoses du capital* ». En particulier en France et en Angleterre, il note, à juste titre, l'évolution du capital terrien vers le capital immobilier et industriel. Les guerres, la colonisation, l'esclavage puis la décolonisation ont joué un rôle important dans ces processus.

Il affirme **page 190** : « *Le capital avait en grande partie disparu au milieu du XXe siècle. Ce sont les guerres qui au XXe siècle ont fait table rase du passé et ont donné l'illusion d'un dépassement structurel du capitalisme* ». J'avoue ne pas saisir ce que l'auteur a en vue au travers de cette affirmation si ce n'est qu'il confond volontairement ? rente et capital. Mais la précision ne semble pas la vertu essentielle du contenu de ce livre. **Page 202**, en constatant que l'Etat joue un rôle important dans le processus d'accumulation du capital et des patrimoines et que l'essentiel du patrimoine est privé l'auteur fait une découverte importante qu'il résume ainsi : « *La France comme le Royaume Uni ont toujours été des pays fondés sur la propriété privée, et n'ont jamais expérimenté le communisme de type soviétique* ».

Selon lui, l'analyse du rôle de la dette dans l'accumulation du capital au XIXe et XXe siècle aboutit à des résultats opposés avec au XIXe une dette publique qui renforce les patrimoines par un rapport positif des emprunts tandis qu'elle les liquide par l'inflation après 1945.

Revenant sur cette idée que l'après guerre est marquée par une France d'un capitalisme sans capitalistes, il note que les nationalisations de 1945 ont conduit à un rôle renforcé de l'Etat, ce qui est une évidence. Cependant, l'auteur ne s'attarde pas à analyser le pourquoi politique de cette situation et le rôle que les Etats ont joué et jouent pour permettre la constitution de monopoles capables de s'inscrire dans la nouvelle concurrence mondiale dans les rapports de force issus de la guerre et de la défaite du camp socialiste. Ce serait d'autant plus intéressant qu'à côté et en concurrence avec la triade USA, UE et Japon émergent des forces étatiques capitalistes nouvelles que l'on nomme de l'acronyme BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

L'examen de la situation en Allemagne et en Amérique lui donne l'occasion de montrer les différences dans les processus d'accumulation avec, en Allemagne, les caractéristiques d'un capitalisme dit Rhénan détenu en partie par les salariés, les régions et les associations et qui assurerait une plus grande stabilité du capital. Or, si cette vision des choses est conforme à la réalité dans le domaine des Entreprises de Tailles Intermédiaires (ETI), ce n'est pas le cas du grand capital monopoliste industriel et financier. Ainsi, le rôle des grands trusts allemands de la chimie, de la métallurgie, de la finance...n'est pas évoqué par Piketty.

Il admet que la concurrence exacerbée entre les puissances européennes est à l'origine de la grande guerre 1914-18 mais ne met pas en cause les monopoles et il se croit obligé d'ajouter qu'il n'est pas besoin d'être d'accord avec Lénine pour arriver à une telle conclusion.

Piketty en vient alors à ce qu'il nomme **page 262 la deuxième loi fondamentale du capitalisme** :

Beta = s/g

Beta = capital/revenu

s = taux d'épargne

g = taux de croissance

Page 266 cette loi qui devient : « *une égalité comptable* » doit être étudiée sur une longue période et décrit un processus dynamique de l'accumulation.

En étudiant les variations de **beta**, l'auteur conclut qu'après une grande dépression due à la guerre, depuis 1970 les patrimoines se sont reconstitués et se reconstituent encore.

Depuis 1970, on assiste selon l'auteur à : « l'émergence d'un nouveau capitalisme patrimonial » et cela sur la base d'une croissance faible au dénominateur ce qui mathématiquement fait croître le beta tandis que le taux d'épargne reste élevé du fait du transfert de la richesse publique vers le privé par les privatisations et le rattrapage des prix des actifs immobiliers et boursiers. Tout cela est évidemment en rapport avec une politique favorable au capital. Une remarque au passage sur l'expression : « *capitalisme patrimonial* ». Si capital et patrimoine sont des synonymes parfaits que peut signifier cette expression qui pourrait aussi se nommer : « *capitalisme capitaliste ou patrimoine patrimonial ou encore patrimoine capitaliste* ». On mesure bien la confusion qui préside à ce tour de passe passe qui a consisté à confondre capital et patrimoine !

Une question émerge **page 303** sur qui possède qui ou quoi, certains pays ne se retrouvent-ils pas possédés par les autres ? A l'heure d'une « *mondialisation* » généralisée cette question est évidemment pertinente. Piketty affirme que chaque pays est en grande partie possédé par les autres et que : « *Les actifs et passifs financiers ont progressé encore plus fortement que la valeur nette des patrimoines. Cela rend compte du développement sans précédent des participations croisées entre sociétés financières et non financières d'un même pays et entre pays, cela est très marqué pour les pays européens* ». C'est une question intéressante qui recouvre la réalité de l'impérialisme mais qu'il n'analyse pas.

Piketty se penche ensuite sur **la question du partage capital/travail au XXI^e siècle.**

Après avoir constaté les fluctuations dans le partage capital/travail au cours du temps sur la base de l'équation **$\alpha = r \times \beta$** , dont il déduit la part du capital et du travail dans le revenu national, il conclut à la remontée de la part du capital depuis 1970 et la stabilisation à partir de 1990. Cependant, ce calcul pose un

sérieux problème car le partage ainsi effectué ne dit rien sur la réalité de la part des salaires dans la valeur produite, ni sur les profits capitalistes ni sur le prix de la force de travail et sur le degré d'exploitation du travail salarié.

Piketty introduit deux notions :

Le taux de rendement moyen du capital r

La notion de productivité marginale du capital (PMC)

Le taux de rendement moyen du capital r

C'est une construction abstraite d'éléments et de rendements disparates (actions 7%, actifs divers 4%, immobilier 4%, compte épargne 1,5%....) le taux de rendement moyen ainsi calculé agrège des placements disparates et noie les profits capitalistes liés à la mise en mouvement du capital dans la production des marchandises et des services et ceux liés à la spéculation.

La notion de productivité marginale du capital (PMC)

Cette PMC est définie par la valeur de la production additionnelle apportée par une unité de capital supplémentaire. C'est une définition identique qui prévaut pour la productivité marginale du travail PML. En fait, ces PMC et PML servent à calculer la quantité optimale de capital et de travail nécessaire à la réalisation d'une plus-value maximale.

le résultat Productivité Marginale du Travail est à la base de tous les travaux expliquant le chômage par le niveau trop élevé des salaires (voir le livre de Laurent Cordonnier « *Pas de pitié pour les gueux !* »).

PMC et PML reliées à la productivité du travail et du capital justifient la thèse des économistes orthodoxes : il n'y a pas de conflits possibles dans le partage de la valeur ajoutée entre travailleurs et détenteurs de capital, puisque le profit n'est que la simple rémunération de la productivité du capital et du travail. Autrement dit, PMC et PML justifient que le libre-jeu des marchés ne fasse que rémunérer travailleurs et détenteurs de capital à leur « **juste niveau** », celui de leur productivité.

Piketty critique, à juste titre, ces notions basées sur la théorie de Cobb-Douglas. Il estime page 344 que la conclusion à laquelle elles mènent d'une stabilité dans le partage capital/travail : « donne une vision relativement apaisée et harmonieuse de l'ordre social. Elle peut se conjuguer avec une inégalité extrême de la propriété du capital et de la répartition des revenus ». S'il n'en tire aucune conclusion claire il profite de l'occasion pour se démarquer une fois de plus de l'analyse marxiste.

Ainsi, il revient sur cette notion fondamentale de « *baisse tendancielle du taux de profit* », pour pointer que dans l'approche de Marx (dont il affirme : « *que sa prose n'est pas toujours limpide* » ! sous-entendu que celle de Piketty l'est), l'accumulation infinie qu'il prévoit ne tiendrait pas compte des progrès de la technologie qui favorisent un accroissement de la productivité et donc « *équilibre* » le processus d'accumulation du capital. Sans cela, affirme l'auteur **la prédiction de Marx conduit à la guerre et ou à imposer au travail une part plus faible du revenu national et aurait pour conséquence la révolution.** Faire dire à Marx ce qu'il ne dit pas ou tordre ses propos sont donc une démarche permanente chez Piketty! Nous verrons que c'est aussi un des enjeux politique de ce travail. De plus Piketty semble ignorer le monde réel, celui des affrontements inter-impérialistes pour le partage et repartage du monde, la conquête d'espaces, de ressources, de marchés nouveaux et de force de travail à exploiter. Il semble aussi ignorer les

politiques menées pour faire baisser le prix de la force de travail et augmenter l'exploitation du salariat.

D'autre part, la baisse tendancielle du taux de profit ne dit pas que les profits diminuent en valeur absolue au contraire, ils augmentent. La lutte des classes au XXI^e siècle est nourrie par ces réalités que la prose Pykettiène ne saurait évacuer. Ce n'est pas en concluant cette partie par l'affirmation que : « *La croissance moderne (productivité et connaissance) a permis d'éviter l'apocalypse marxiste et d'équilibrer le processus d'accumulation du capital, mais sans en modifier la structure profonde* » que Pyketti nous convaincra de la valeur de son argumentation.

LA STRUCTURE DES INEGALITES (troisième partie)

Cette partie ne manque pas d'intérêt quant à la description des inégalités, je veux simplement souligner les aspects les plus saillants et discuter quelques questions de méthodologie.

C'est sur la question de la définition du concept de classe que Piketty se donne le plus de mal pour expliquer son point de vue. Il s'agit d'une question capitale. L'auteur affirme, justement, que les définitions dans ce domaine ne sont pas anodines. **En considérant, que toute représentation des inégalités fondée sur un nombre de catégories limitées est voué au schématisme puisque la réalité sociale est, selon lui, une répartition continue, il va taire la réalité de classe pour s'en tenir à une catégorisation par déciles et centiles de revenus du capital et/ou du travail.** Il s'agit là d'un point fondamental. En effet, s'en tenir à une vision statistique à partir des revenus gomme la place des uns et des autres dans les rapports sociaux et en particulier dans les rapports d'exploitation à la base du système capitaliste lui-même. Nier la division de la société en classes et en particulier en classes antagoniques, revient à accepter cette division et donc à faire du capitalisme l'horizon indépassable de l'histoire des rapports sociaux et dans le meilleur des cas, ce à quoi Piketty se rattache, préconiser, nous le verrons plus tard, une humanisation du capitalisme si tant est que ce soit possible compte-tenu de la nature même de ce système.

Dans ces conditions, Piketty en reste à une vision de la pensée économique classique et néo-classique de l'émergence d'une « *classe moyenne patrimoniale* » et pourquoi pas, selon ses synonymes parfaits que sont capital et patrimoine une « *classe moyenne capitaliste* ». Il affirme **page 410** que cette innovation majeure du 21^e siècle constitue la principale transformation de la répartition des richesses au XX^e siècle. Il ajoute que cette classe moyenne a permis une transformation profonde de la structure sociale et politique. Ce qui est pour le moins une affirmation audacieuse car les couches qu'ils nomment moyennes n'ont pas le pouvoir qui est bel et bien confisqué par le grand capital, et comme il le précise lui-même n'ont arraché que des miettes.

A la question : « *Le XXI^e siècle sera-t-il encore plus inégalitaire que le XIX^e ?* », il répond **page 598** : « *Il est illusoire d'imaginer qu'il existe dans la structure de la croissance moderne ou dans les lois de l'économie de marché, des forces de convergence menant naturellement à une réduction des inégalités patrimoniales ou à une harmonieuse stabilisation* ». Cette remarque après de longs développements sur la croissance des inégalités devrait amener l'auteur à s'inquiéter des causes profondes de cette situation. Il n'en est rien et l'auteur note même **page**

613 : « *Pour des raisons technologiques, le capital joue toujours aujourd'hui un rôle central dans le processus de production et donc dans la vie sociale* ». On ne peut pas plus clairement choisir son camp ! Pourquoi, se référer à des raisons technologiques alors que le capitalisme ne met en œuvre les sciences et les technologies que si elles entrent dans une stratégie propre à son développement. Les raisons sont en fait d'ordre économique et politique.

A partir de là Piketty va s'activer pour justifier ce choix. Comment justifier les inégalités et les baser sur un principe rationnel acceptable par la société. Les **pages 671-672 et 674** sont éclairantes de ce point de vue. Il reprend le raisonnement politique, celui de la déclaration des droits de l'homme, qui est le fondement de l'émergence de la domination de la classe bourgeoise capitaliste. « *En démocratie, pour sortir de la contradiction de l'égalité proclamée et des inégalités réelles, il est vital que les inégalités découlent de principes rationnels et universels. Les inégalités se doivent donc d'être justes et utiles à tous* ». Puis pour bien se faire comprendre, il ajoute **page 674** : « *A partir du moment où le capital joue un rôle utile dans le processus de production, il est naturel qu'il ait un rendement* ». Cette thèse rappelle les efforts des néo-keynésiens pour préconiser un calcul du coût du travail et un du coût du capital et un autre partage des richesses, sans toucher évidemment au système capitaliste lui-même. Cette démarche alimente même aujourd'hui la pensée théorique des confédérations syndicales en France et dans l'Union Européenne.

Se mettre du côté du capital n'empêche pas la lucidité de Piketty, puisqu'il s'interroge sur l'évolution de la progression des inégalités dans les termes suivants **page 685** : « *Les forces de la mondialisation financière ne risquent-elles pas de conduire dans les siècles qui s'ouvrent à une concentration du capital encore plus forte que toutes celles observées dans le passé, à moins que ce ne soit déjà le cas ?* ». On serait tenté de dire qu'attendre 685 pages pour une telle observation met à rude épreuve les nerfs du lecteur, mais on peut aussi faire observer à Piketty qu'une lecture un tant soit peu attentive de Marx l'aurait convaincu que loin d'une vision apocalyptique Marx avait bel et bien prévu ce phénomène de concentration du capital et que Lénine en a rajouté une couche en décrivant la formation d'une phase impérialiste liée à la fusion du capital financier et industriel dans la constitution de monopoles. Réalités et phénomènes qui se sont indéniablement accélérés dans les dernières décennies.

Face à cette dynamique de concentration du capital Piketty en vient **page 701** à sa proposition centrale, **celle d'un impôt progressif sur le capital au niveau mondial pour permettre de contrecarrer efficacement cette dynamique.**

Pour atténuer le « choc » de cette perspective, il affirme que : « *si justifiées (par quoi?) soient-elles au départ, les fortunes se multiplient parfois au delà de toute limite et de toute justification rationnelle possible en terme d'utilité sociale* ». Nous sommes en pleine moralisation et la suite va montrer les limites de la hardiesse Pikettienne !

REGULER LE CAPITAL AU XXIe SIECLE (quatrième partie)

Page 751 reprenant l'idée de **la nécessité d'un dépassement du capitalisme** pour le réguler avant qu'une grande catastrophe arrive, Piketty pose la question suivante **page 752** : « *Quelles institutions politiques pourraient permettre de réguler de façon à la fois juste et efficace le capitalisme patrimonial mondialisé du*

siècle ?». Cette question renvoie à celle de : « *quel Etat social pour le XXIe siècle* » et plus précisément « *au rôle de la puissance publique dans la production et la répartition des richesses et la construction d'un Etat social adapté au XXIe siècle* ». Au delà de ce qui apparaît comme frappé au coin des bonnes intentions : « *moderniser l'Etat social et non le démanteler* » on retrouve tout le discours actuel sur la réforme, dont le contenu est clairement orienté dans le sens des intérêts du grand capital, il n'y a qu'à voir le contenu de la loi de modernisation dite loi Macron qui sous couvert de modernité liquide des pans entiers des conquêtes sociales des salariés. **Dans cette « modernisation » il est facile de retrouver les thèmes en vogue :**

Mixité public/privé

réforme des retraites dont il admet comme les gouvernements successifs qu'elles doivent rester par répartition, mais dont il faut allonger la durée de cotisation et modifier les bases du calcul. Rien d'original en somme !!!

Plus d'Europe économique et politique

Devant les dérèglements qu'il juge néfastes au maintien de l'ordre social Piketty insiste lourdement sur la question de la fiscalité. Et reprend son idée d'un impôt mondial sur le capital. Cependant, en mesurant la difficulté et l'absence de crédibilité d'une telle proposition quand on sait les sommes englouties dans les paradis fiscaux et la complexité des mécanismes bancaires visant à épargner aux entreprises le paiement de l'impôt, Piketty en vient à considérer sa propre proposition comme illusoire, comme l'est de la même façon la fameuse taxe Tobbin chère aux réformistes politiques. Dans ces conditions, il en profite pour glisser sur le terrain du plus d'Europe nécessaire selon lui pour arriver à réguler le capital. Il ne se pose évidemment pas la question de la nature de la construction européenne, celle d'un ensemble impérialiste au service des monopoles ce dont les Peuples font la douloureuse expérience.

Sur l'impôt encore, Piketty **page 840** lui attribue un objectif de transparence démocratique et financière. Il affirme que cet impôt mondial serait modeste en terme de recette. Il n'est pas conçu dit-il pour : « *Financer l'Etat social mais pour réguler le capitalisme* ». Les capitalistes doivent être morts de peur devant une telle perspective !

La dernière partie est consacrée à la question de la dette. **Une occasion pour élaborer une grande explication sur la nécessité de donner un Etat à l'Euro**, lui qui est la seule monnaie sans Etat. Il s'agit en clair d'un plaidoyer pour une Europe fédérale en créant : « *un parlement budgétaire de la zone Euro* ». Cette Europe serait donc nécessairement complètement intégrée sur le plan politique.

Pour terminer vraiment mais in « *cauda venenum* », Piketty affirme que le « *marché et le vote ne sont que deux façons polaires d'organiser les décisions collectives* » et pour faire bonne mesure réformatrice il ajoute **page 940** : « *Pour que la démocratie parvienne un jour à reprendre le contrôle du capitalisme, il faut d'abord partir du principe que les formes concrètes de la démocratie et du capitalisme sont encore et toujours à réinventer* ». nous pouvons mesurer dans cette affirmation le peu de chance d'aboutir d'une telle démarche mais à vrai dire ce n'est pas l'objectif de Piketty ni de ses commanditaires. Tout cela pose la question **Pourquoi le livre de Piketty, quels intérêts sert-il ?**

POURQUOI LE LIVRE DE PIKETTY, QUELS INTERETS SERT-IL?

Dans la crise profonde du système capitaliste, dans la lutte acharnée que mène le capital pour rétablir les taux de profits, les idéologues bourgeois conscients du rejet de leur mesures politiques par une part croissante de la population sont à la recherche d'un compromis social leur permettant de neutraliser la lutte de classe ou de la dévoyer pour que *in fine* la domination du capital demeure. Dans cette lutte, il faut à tout prix montrer qu'il n'y a pas d'autre issue que celle d'accepter la loi du capital. Ainsi, faut-il systématiquement déqualifier les analyses s'appuyant sur l'existence des classes sociales et leur caractère antagonique dans le système capitaliste et lui substituer une analyse en terme de groupes sociaux. Il faut aussi « purifier » l'économie du politique et l'éloigner d'une analyse globale de la société et de son mouvement.

Il faut distinguer le rôle de l'Etat de celui du capital, en donnant l'illusion que l'Etat est neutre, au dessus de la mêlée. D'où les discours sur l'Etat stratège. Dans ces conditions, Marx et les marxistes doivent être déconsidérés et renvoyés, au mieux, aux rangs de doux rêveurs et au pire à ceux de théoriciens du « *totalitarisme* ». Expurger la lutte des classes du paysage est évidemment une tâche ardue, mais nécessaire du point de vue du capital. Cela nécessite de s'appuyer sur des organisations sociales, en particulier syndicales et politiques, qui pratiquent la collaboration de classe. C'est à cette impérieuse nécessité que répond une demande de « *théorisation* » du mouvement de la société du point de vue du capital bien entendu. C'est finalement le contenu politique du livre de Piketty. Il livre une vision de la réalité, qu'il est difficile d'ignorer, celle des inégalités, de leur pérennisation, une vision de leur approfondissement en même temps que se concentre le capital. En même temps, il nie toute réalité de classe et renvoie à des « *solutions* » qui ne tiennent aucun compte de la réalité de l'exploitation capitaliste. Dans ce sens le livre de Piketty est utile à un détournement politique visant à justifier l'acceptation de la politique du capital.

PLUS FONDAMENTALEMENT, Y-A-T-IL UNE VOIE REFORMISTE POSSIBLE?

Cette partie de mon exposé est destinée à ouvrir un débat que je centrerai sur la question plus fondamentale de la possibilité d'une voie réformiste visant à transformer et à moraliser le capitalisme.

Je donnerai mon point de vue sans détour et je répondrai brutalement : « *Non il n'y en a pas* » ! Mais disent certains, le rapport de force étant ce qu'il est, une ligne de classe est-elle envisageable à court terme et quel ressort utiliser pour reconstruire une conscience de classe du côté des travailleurs ? Je vais tenter d'y répondre.

Si nous analysons rapidement ce qui se passe actuellement en Europe, nous mesurons bien l'impasse que représente la recherche d'un compromis politique avec les forces du capital. C'est l'expérience que fait le peuple grec quand son gouvernement affirme à la fois défendre ses intérêts et se placer du point de vue de l'Europe et de l'OTAN.

Pour garder le pouvoir et maintenir le système d'exploitation capitaliste, pour désarmer idéologiquement les travailleurs en masquant les causes de la crise, Les classes bourgeoises en Europe recomposent en permanence les forces politiques dites de droite ou de gauche. C'est d'autant plus nécessaire que **pour maintenir voire rétablir leurs taux de profit, les capitalistes doivent pousser bien plus**

loin les reculs sociaux et l'exploitation du travail salarié. Faire baisser le prix de la force de travail et accroître l'exploitation des peuples est leur grand objectif, celui qu'ils ne perdent jamais de vue. Cette recomposition des forces politiques vise à aspirer et détourner le mécontentement généré par les mesures antisociales prises par les gouvernements. Elle prend des formes diverses suivant les pays. Cependant des caractéristiques communes sont à noter. Ainsi, la division de la société en classes antagonistes (le salariat exploité et le capital exploiteur) est remplacée par le concept de ceux « *d'en haut* » et ceux « *d'en bas* ». Ce concept qui efface les différences de classe est utilisé dans des formes diverses. Il en va de même du capitalisme qui est baptisé du nouveau nom de « *néo-libéralisme* ». Cette appellation a pour vertu d'épargner le système lui-même et s'il permet de fustiger la « *finance* » il ne touche surtout pas à la nature du capitalisme. Il est devenu de bon ton de condamner le « *néolibéralisme* » et la finance et donc de laisser entendre que la crise n'est qu'une dérégulation du capitalisme.

En attaquant le « *capitalisme néolibéral* » toutes ces forces rangent dans leur boîte à outils toute critique sur la nature capitaliste et impérialiste de la construction européenne. Ce discours est celui de toute la « *gauche européenne* », dite radicale ou non. qui affirme la possibilité d'une réorientation de l'UE vers plus de « *social* ». La nature impérialiste de l'UE est pourtant claire, les faits le montrent abondamment. Sous l'égide de l'OTAN, les pays européens participent à de véritables guerres de conquête et de destructions des nations : Afghanistan, Yougoslavie, Ukraine, Libye, Irak, Syrie, soutien indéfectible à l'État d'Israël, intervention en Afrique.....

Soyons clair, sans une analyse rigoureuse de la nature impérialiste de l'Union Européenne il n'est évidemment pas possible d'engager la lutte contre le capitalisme lui-même. S'en tenir à des formules générales comme la sortie de l'Euro et de l'Europe, sans s'attaquer à la nature capitaliste de l'UE et des Etats qui la composent ne sert pas à autre chose que d'être le miroir de la formule creuse de transformation de l'Europe en Europe sociale

CONCLUSION

Piketty perçoit et d'une certaine façon met en lumière le degré de parasitisme du capitalisme.

Cette situation de crise systémique exacerbe les affrontements inter-impérialistes pour le partage et le repartage du monde. Elle entraîne des conflits armés menés par l'impérialisme et dont les peuples font les frais. Cette situation est la cause des reculs sociaux et démocratiques sans précédents, et menace la paix mondiale. Dans ces conditions, l'impuissance de Piketty à proposer une issue autre que l'aménagement du capitalisme par la fiscalité, l'éducation et la recherche, discours récurrent des réformistes de tous bords, a quelque chose de pathétique. Cet aménagement du capitalisme relève plus du rêve que de la réalité. Il est irréaliste et l'expérience le montre tous les jours.

Le seul réalisme, selon moi, à partir de l'analyse des conditions de la lutte des classes, c'est la lutte pour l'émancipation des travailleurs, et donc l'expropriation du capital.